

« FAIRE AVEC CE QU'ON A »

LES ÉLECTIONS MUNICIPALES A ROUEN

PAR

Julien FRETTEL

ET

Jacques LAGROYE

Les médias nationaux avaient classé la ville de Rouen parmi celles qui étaient susceptibles de « basculer » de gauche à droite. La principale raison de ce choix résidait sans doute dans les conditions difficiles de la conquête de Rouen par la gauche en 1995, au cours d'une « triangulaire » au deuxième tour. Des événements locaux pouvaient également laisser penser que la position du maire socialiste, Yvon Robert, serait menacée ; c'était notamment le cas de la grève très dure des salariés de la compagnie locale de transports urbains (TCAR) menée contre leur direction, avec grève de la faim dans le hall de la mairie. Il faut le dire tout net au début de cette introduction : l'observation de la campagne électorale, la considération des sondages, les entretiens menés, nous incitaient pourtant à penser que la réélection d'Yvon Robert était probable et prévisible, et que l'entreprise de son principal challenger, le centriste Pierre Albertini (UDF), serait un échec. Bien plus, cette impression s'est renforcée au cours de la campagne, et s'est nourrie des meilleures raisons « sociologiques ». On sait que Pierre Albertini a finalement été élu, ce que ni les sondages, ni nos observations, ne laissaient envisager.

Cette contribution part donc d'un constat d'échec : celui des outils que nous avons utilisés, et – dans une certaine mesure – celui du cadre d'analyse que nous avons privilégié. On admettra que nous avons mal utilisé ces outils et ce cadre d'analyse, que nous n'avons pas su conserver une distance suffisante à l'égard des notions que nous avons mobilisées (réseaux, ressources, soutiens, métier politique, etc.). Probablement portés à privilégier l'efficacité

de l'organisation, nous n'avons pas su nous départir d'un scepticisme constant vis à vis des méthodes de campagne — celles de Pierre Albertini et de ses partisans — qui nous semblaient marquées du sceau de l'improvisation. Dire cela, c'est aussi dire que nous avons une excuse : tout portait à croire, au regard des enseignements classiques de la sociologie, que la réélection d'Yvon Robert, maire solidement implanté dans son « fief municipal », assuré du soutien de réseaux multiples, en mesure de mobiliser d'abondantes ressources, et bénéficiant d'une « prime au sortant », serait acquise — fût-ce de justesse — tandis que l'échec de son rival, parachuté de Mont-Saint-Aignan, ne contrôlant aucun réseau, disposant de faibles ressources, et donné perdant par les sondages, était inévitable. C'est le contraire qui s'est produit. Au-delà d'une interrogation — légitime — sur notre capacité à mobiliser notions et cadres d'analyse, c'est donc à une réflexion sur la pertinence de ces notions que l'étude de l'élection municipale à Rouen nous invite.

Nous avons commencé et mené notre étude à partir de quelques hypothèses simples : le « sortant » et son équipe disposent de ressources et de soutiens étendus, qu'ils se sont efforcés de construire et de consolider tout au long de leur mandat — et il nous revenait de prendre la mesure de ces ressources et de ces soutiens. Ils ont tissé des réseaux, créé des clientèles, établi des relations avec les représentants des divers groupes sociaux — et il nous revenait d'en faire l'inventaire. Ils ont acquis une large autonomie à l'égard des organisations politiques dont ils se réclament — et nous devions en apprécier l'ampleur. Les chances de succès du rival politique étaient liées à sa capacité (sociale et individuelle) de mobiliser d'autres réseaux, de bénéficier de soutiens analogues, ou de créer les conditions d'un affrontement plus « politisé », ou la valeur des ressources du sortant serait dévaluée. Ces hypothèses, convergentes avec celles de nombreux chercheurs, correspondaient de surcroît au « sens commun » des acteurs — que nous avons vus à la recherche de soutiens dans différents milieux sociaux, inquiets devant l'ampleur des réseaux que l'adversaire pouvait mobiliser, jouant à « moins politique que moi, tu meurs », et s'efforçant de faire oublier dans quel camp politique ils se rangeaient. On a reconnu les notions dont il est fait couramment usage : réseaux et milieux, ressources et soutiens, dépolitisation — ou, si l'on préfère, capitaux et savoir-faire. Plutôt que de considérer ces notions comme inadéquates, nous préférons ici nous interroger sur leur signification et sur leurs usages, savants et pratiques.

I - COMMENT LA CAMPAGNE A RÉVÉLÉ UNE REPRÉSENTATION DES FORCES POLITIQUES

Si nos intuitions et nos façons d'observer nous ont inclinés à percevoir l'affrontement politique comme quasiment joué d'avance

d'une part, et d'autre part, comme une situation de concurrence imparfaite où l'un des deux principaux candidats profitait d'une sorte de monopole des ressources sociales absolument nécessaires pour aller jusqu'à la victoire, c'est sans aucun doute parce que la configuration politique rouennaise a fini par donner cette impression à l'ensemble des protagonistes et des observateurs.

Une multitude d'événements et de petits faits à caractère politique ont contribué à imposer à Rouen, à la veille du premier tour, une idée générale sur l'issue probable des élections municipales. Les conditions dans lesquelles Pierre Albertini s'est déclaré contre le maire sortant ont valeur de symbole ; c'est sur la base des enseignements qu'on pouvait en tirer que la plupart des agents intéressés par le jeu politique local ont déroulé le fil d'une histoire annoncée. En effet, la candidature de l'ancien maire de Mont-Saint-Aignan n'a pu se faire qu'à la suite d'autres candidatures avortées des principales figures de la droite rouennaise. Deux d'entre elles ont paru à beaucoup comme symptomatiques de la crise de la droite locale que l'on a pu comparer pendant un temps à la droite parisienne. Il y a eu celle du député U.D.F. Patrick Herr, président fondateur de l'ARMADA, jadis désigné héritier légitime de Jean Lecanuet. Ce candidat potentiel a publiquement annoncé qu'il renonçait à affronter le maire en place en expliquant qu'il se sentait incompétent à gérer une ville comme Rouen et que sa probable défaite lui ferait perdre la présidence de l'ARMADA. Après la tentative des leaders du R.P.R. pour se lancer dans la course municipale et un arbitrage autoritaire des instances nationales du RPR, de l'UDF et de DL pour imposer un candidat crédible, ce fut au tour de Jean-Louis Bourlanges, député européen et proche de François Bayrou, alors investi par la commission nationale des investitures, de déclarer forfait. Jean-Louis Bourlanges avança deux raisons justifiant son retrait le 26 septembre 2000 : une santé défaillante et le sentiment de voir s'ouvrir une compétition dont l'issue était inexorable. C'est ce qu'il nous répéta quelques mois après les élections municipales de mars 2001 :

« Cette élection, je ne la sentais pas. Ou plutôt, je n'en voyais pas la fin car je n'avais pas les bonnes cartes en mains. Quand j'ai vu que le député Patrick Herr ne voulait pas me donner son assistant parlementaire qui est un homme qui contrôle beaucoup de réseaux et qui était de mon point de vue le seul qui pouvait nous permettre de déstabiliser Yvon Robert, j'ai compris que c'était perdu pour moi. Mes problèmes de cœur m'ont aidé à sortir de tout cela. J'ai eu une impression de vide extraordinaire car je n'avais pas les moyens de mener le combat. Je savais où étaient les réseaux mais j'avais besoin d'un médiateur »¹.

Pierre Albertini est donc apparu comme l'homme du dernier recours dont la mission pouvait très bien se résumer à faire en sorte

1. Entretien avec Jean-Louis Bourlanges, juillet 2001.

que la droite ne disparaisse pas complètement de l'échiquier politique. Dans le même temps et corrélativement, l'image d'Yvon Robert a gagné en crédibilité et en unanimité. Jour après jour, par médias interposés, se sont succédés une multitude de ralliements au bénéficiaire du maire sortant. C'est par exemple un leader économique, président d'associations sportives, jadis pressenti pour faire partie de la droite rajeunie, qui a déclaré publiquement son soutien en faveur d'Yvon Robert qui n'a pas manqué à son tour de lui proposer de prendre la tête de son comité de soutien, aux côtés d'un médecin réputé qui avait été le colistier du candidat U.D.F. de 1995. A la suite de cette annonce remarquée, les responsables économiques que compte la Chambre de Commerce et d'Industrie n'ont pas hésité à donner un satisfecit à Yvon Robert en délivrant publiquement un brevet de bonne gestion de l'économie locale au candidat socialiste². Ce fut au tour des responsables culturels de participer au concert de louanges et à celui de certains animateurs catholiques qui ont rendu public leur soutien sur les ondes de la radio catholique rouennaise RCV. La répétition de ces prises de position a fini par faire circuler dans la ville l'idée que la réélection d'Yvon Robert était non seulement assurée mais également souhaitable pour tous. A tel point que l'équipe de campagne de Pierre Albertini ayant organisé dans un premier temps une campagne dite « institutionnelle » en direction des responsables d'administration, d'associations, de syndicats et des secteurs économiques, pouvait vérifier à chaque fois que l'accueil qu'on lui réservait était plus poli qu'enthousiaste. Le challenger centriste et son directeur de campagne nous confiaient alors que cette partie de la campagne était perdue :

« Lorsque je me suis lancé dans la campagne cet été, je me souviens encore d'un pot que j'avais pris avec Jean-Louis Bourlanges. Il m'avait dit, je m'en souviens encore, que pour gagner il fallait prendre des contacts avec telle ou telle personne. Il était même prêt à me donner ses adresses et ses réseaux. Je lui ai dit que c'était très gentil mais que je devais faire ma propre campagne. Je sais que je suis parti trop tard et que la campagne avec les institutionnels a été manquée. Notre seule chance c'est de réussir la campagne de proximité, celle auprès des gens »³.

Les rumeurs, les commentaires à la sortie de la messe, les réunions patronales et les articles de la presse quotidienne qui absorbait sans résistance les tendances des premiers sondages du mois de janvier ont contribué à donner une vision de l'affrontement politique que chaque partie a intériorisée. Cette inégalité entre les deux adversaires les plus visibles a non seulement fait taire ceux qui auraient pu se déclarer favorables à la candidature de Pierre Albertini, mais a convaincu ceux que l'élection oblige à se position-

2. Voir les déclarations de Christian Hérail, président de la Chambre de Commerce et d'Industrie, dans *L'Express* le 18 janvier 2001.

3. Entretien avec Pierre Albertini. Février 2001.

ner publiquement⁴ que la continuité politique leur ferait profiter d'avantages matériels et symboliques. A mesure que s'est imposée la perception d'un affrontement politique joué d'avance, certaines élites locales, dont on avait du mal à mesurer l'influence, ont voulu faire avancer leur cause en cherchant à monnayer leur faveur politique contre un nouveau prestige local que seul le politique peut accorder. Persuadés de l'efficacité quasi-commerciale du ralliement en période de campagne, de multiples agents, ayant comme propriété minimale de représenter un groupe ou sous-groupe social, ont donc essayé d'amorcer des négociations extra-routinières avec le maire en place. Ces micro-stratégies peuvent bien sûr être analysées comme des actes opportunistes qui prennent tout leur sens en période de campagne électorale. Mais ils se sont aussi imposés à plusieurs responsables associatifs redoutant que leur silence ne soit interprété par le pouvoir en place comme une position de défiance. Il est également aisé de comprendre que l'ensemble de ces organisations doivent leur existence aux subventions municipales et cette dépendance joue beaucoup dans l'attitude des responsables du tiers secteur. L'affrontement municipal peut être considéré ici comme un jeu politique peu différencié où les différents segments de la société locale s'affrontent entre eux pour garantir leur intérêt en attribuant à leur ralliement une forte valeur symbolique. Prendre position à la veille des élections municipales c'est, pour de nombreuses personnalités, tenter de réévaluer leur image sociale et se poser comme incontournables en matière d'enjeu public. Dire ou laisser dire que l'on peut être décisif dans l'élection, c'est faire circuler l'idée de son importance. Plus l'élection se rapprochait et plus il nous devenait difficile de repérer des voix dissonantes avec le pouvoir en place ou alors, effet du caractère prégnant des représentations locales qui émanaient de la configuration politique rouennaise, ceux qui semblaient soutenir la candidature de Pierre Albertini subissaient simultanément une dépréciation sociale comme ce fut le cas des responsables de la communauté des Harkis ou d'associations maghrébines du quartier des Hauts-de-Rouen. Leur soutien public, qui échappait à l'entendement de ceux qui raisonnaient en terme de prestige social, finissait par être perçu comme le signe d'un désarroi collectif, voire comme la preuve d'un mauvais sens politique de Pierre Albertini. Au pire, leur ralliement, qualifié de contre-intuitif, risquait de les conduire à leur propre perte. Car en plus d'endosser le rôle du futur bénéficiaire de l'élection municipale, Yvon Robert, fort de cette image de futur vainqueur, avait pris le rôle de celui qui corrélativement chargeait son leadership d'attributs autoritaires.

4. Cette obligation de se positionner est souvent le fait des habitudes de la presse quotidienne régionale qui interroge régulièrement les représentants de la société civile et les contraint d'une certaine manière à choisir leur camp. A leur façon, les journalistes, comme les sociologues et les acteurs politiques, cherchent à connaître les préférences politiques des personnalités qui dans une ville, pense-t-on, font l'élection.

Cette nouvelle qualité qu'on lui prêtait sanctionnerait sans pitié, pensait-on, ceux qui s'étaient hasardés à soutenir son adversaire. C'est ainsi que nous avons constaté que le siège de campagne de Pierre Albertini était devenu un lieu dont la fréquentation était des plus risquée. Certains agents municipaux, présidents d'associations et acteurs économiques prenaient en effet bien soin de contourner ostensiblement la permanence du candidat U.D.F. en faisant dire par la suite qu'ils n'avaient fait que respecter un principe de prudence pour éviter les sanctions du maire.

Il ne s'agit nullement ici de faire parler des collectifs ou des individus imaginaires mais de rendre compte de saisies systématiques des rumeurs qui circulaient en ville et que rapportaient les colistiers, les équipes de campagne, la presse régionale ainsi que le bimestriel satirique « Pourrie-Normandie ». Si la ville de Rouen compte plus de 100 000 habitants, il n'en demeure pas moins que la compétition est surtout perceptible dans le cœur du centre ville, dans ses bars « branchés », ses restaurants qui rassemblent le « tout-Rouen » et à la sortie du théâtre. Quel que soit le poids politique de ce microcosme citadin, c'est celui dans lequel évoluent les équipes de campagne, les militants, les élites sociales, culturelles et économiques, les journalistes et la bourgeoisie cultivée qui estime avoir un rôle historique à jouer à Rouen, notamment dans les luttes autour des questions de gestion du patrimoine⁵. Si chercher à recueillir ces rumeurs est toujours semé d'embûches théoriques et méthodologiques, ils nous semble qu'elles ont joué un rôle non négligeable tout au long de cette campagne. Sinon, on ne pourrait comprendre la débauche d'énergie des équipes politiques pour bluffer, diffuser des contre-tracts ou des anti-tracts et faxer à qui pouvait les recevoir les propos diffamatoires prêtés à tel ou tel candidat. Cette rumeur a joué considérablement sur les conditions de notre enquête et sur la probabilité qui nous était offerte de rencontrer les individus qui constituaient les réseaux d'agents sociaux dont on suppose toujours — ne fût-ce qu'indirectement — le poids politique. Tout se passe comme si les seuls agents visibles et crédibles socialement étaient ceux que la structure des rapports de force symbolique rendait socialement légitimes. Cette structuration, créatrice d'une structure de crédibilité dont on ne se déprend que très difficilement, nous est apparue comme le produit d'une confusion entre la structuration objective de la compétition politique — c'est-à-dire les positions occupées par les agents individuels et collectifs définis par « le volume et la structure du capital social qu'ils possèdent, qui détermine la structure du champ qui les détermine » (Bourdieu, 2001 : 69) — et la représentation subjective des forces en présence qui faisaient le jeu politique. Tout au long de notre enquête, il est

5. La ville de Rouen est une des villes en France qui concentre le plus de monuments ou sites classés et d'œuvres d'art.

souvent arrivé que certains interlocuteurs sur-estiment leur poids réel et s'imposent à nous comme enquêtés absolument incontournables alors que dans le même temps d'autres avouaient leur pauvreté sociale et relationnelle sans autres raisons que celles qui nous font dire que, bien souvent, la qualité de « soutien » ou de « réseau » est l'objet d'une lutte confuse entre des agents qui trouvent un intérêt à se rendre visibles en temps d'affrontement politique pour acquérir des signes de respectabilité⁶. Cette impression d'une lutte politique déséquilibrée a été renforcée par la façon dont les deux protagonistes ont fait campagne, mettant en œuvre des techniques adaptées à la perception qu'ils avaient du jeu politique et de ses tendances immédiates, et aux caractéristiques du métier qu'ils savaient mettre en œuvre.

II - COMMENT CETTE VISION DU JEU POLITIQUE A ORIENTÉ LES STRATÉGIES DE CAMPAGNE

Ce système de représentations qui s'est imposé à une multitude d'acteurs engagés de près ou de loin dans la course municipale a contribué à orienter les stratégies de campagne des deux protagonistes qui ont cherché à utiliser au mieux les ressources dont ils disposaient. Deux conceptions se sont opposées sur de nombreux points du fait de la répartition inégale des chances de réussite et des cultures politiques différentes des deux candidats.

Les deux principaux candidats ont tenté de faire de la présence sur leur liste de « représentants de la société civile » une ressource dans la campagne électorale : autant que d'un hommage obligé à la démocratie de proximité, il s'agissait d'exhiber leur capacité à attirer des personnes remarquables par leur dévouement et leurs engagements associatifs ; avoir ce type de colistier, c'était souligner à la fois qu'on n'était pas asservi aux exigences des partis, et qu'on avait su convaincre des citoyens méritants et non « encartés » de rejoindre les rangs de ceux qui travailleraient à l'avenir pour le « bien commun », loin, bien loin des calculs et des ambitions des politiciens. La présence de ces « **représentants de la société civile** », exercice désormais obligé, constitue en ce sens une garantie, un message et une ressource par rapport à des concurrents présentés comme « partisans » ou marginaux. Si cette croyance paraît effectivement bien partagée, une étude attentive des propos et des pratiques des candidats amène à distinguer deux conceptions de ce qui « fait ressource » dans la présence affichée de ce type de colistier.

6. Ce mécanisme d'accréditation pose un problème de taille aux sociologues qui, dans un laps de temps réduit concernant l'analyse des enjeux municipaux, vont d'un entretien à l'autre grâce justement au jeu des réputations croisées.

Il est clair d'abord que l'un et l'autre des « grands » candidats attachent une réelle importance à dissimuler — autant que faire se peut — l'appartenance partisane de certains de leurs colistiers. Yvon Robert, dans l'entretien que nous avons eu avec lui, avance que la représentation de la « société civile » est une de ses préoccupations majeures ; il présente sa liste comme n'étant pas « anti-parti », mais il souligne qu'« *il faut tenir compte de la méfiance de beaucoup de gens à l'égard de ce qui est identifié comme partisan* »... les représentants de la « société civile » pouvant donner le change⁷. De son côté, Pierre Albertini, comme l'ont confirmé plusieurs entretiens, a tenu à présenter sa liste comme une émanation de la société, non comme le résultat de négociations partisans. Dans la présentation aux électeurs de ses « 40 projets », il écrit : « *Le choix des hommes et des femmes qui s'engagent à mes côtés est fait aussi en fonction des capacités, de l'expérience dans la vie civile et de la disponibilité de chacun. Ainsi pourrions-nous conjuguer des talents et des propositions d'origine variée, correspondant à l'existence et à l'identité des nombreux quartiers de Rouen* » ; il affirme plus loin vouloir « rénover la politique » : « *La mission des élus sera dans les prochaines années délicate mais décisive. Pour la mener à bien, il faudra davantage d'élus issus directement de la société civile. Ma liste a été constituée dans cette perspective* ». Plus tard, quand il présente sa liste, il accentue encore cette intention : « *70% des candidats de la liste sont issus de la société civile. Ce sont des femmes et des hommes proches de chacun d'entre nous* »... Un membre influent de son équipe de campagne reconnaît en privé que bien de ces « représentants de la société civile » ont en fait une histoire partisane, fût-elle brève et très différente des carrières militantes repérables à gauche ; et parmi ceux que nous avons interrogés ou qui ont répondu à un questionnaire, la plupart de ces « associatifs » avouent qu'ils sont tout disposés à briguer des mandats politiques si l'occasion leur en est offerte ; aucun n'a la moindre difficulté à identifier sa position (« centre », « centre droit » ou « droite »)⁸ sur l'échelle des positions politiques. Il n'est donc pas douteux que le leitmotiv du recours aux « représentants de la société civile » est d'abord destiné à dissimuler l'existence des négociations entre partis pour se répartir les places, et, plus généralement, à « dépolitiser » les listes ; ce qui atteste de la force d'une croyance commune aux deux candidats : « les gens » sont méfiants à l'égard des partis, attachés à une conception de la politique qui combine la « proximité », le « dévouement associatif » et la « démocratie participative ». Si cette croyance est commune, on peut cependant penser qu'elle correspond à des préoccupations différentes chez l'un et l'autre candidat : dissimuler le poids des contraintes

7. Un des adjoints de Yvon Robert sera plus brutal dans l'entretien : si les représentants de la « société civile » n'ont pas la carte d'un parti, ils n'en sont pas moins à ses yeux, politiquement engagés, ne serait-ce que parce qu'ils acceptent de s'afficher à gauche.

8. Certains, à notre contact, ont parfois ajouté qu'ils étaient aussi « d'une certaine façon à gauche » car préoccupés par les problèmes sociaux ou l'écologie.

partisanes et exhiber l'ampleur de ses soutiens sociaux chez Yvon Robert ; faire avec ce qu'on a, quand les rivalités partisanes et quelques désertions de militants obligent à trouver ailleurs des colistiers présentables, ce qui est le cas chez Pierre Albertini⁹.

La présentation des deux listes en présence, dans les documents distribués aux électeurs, confirme cette impression. Interrogé, Yvon Robert n'a fait aucune difficulté à identifier — à notre intention — les appartenances partisanes des candidats de sa liste : sur un total de 55, 44 sont désignés comme militants ou adhérents du Parti socialiste (19), du Parti communiste (10), des Radicaux de Gauche (3) ou du Mouvement des Citoyens (3), ou comme « écologistes » (9)¹⁰. Les « représentants de la société civile », entendus comme n'appartenant pas à une organisation politique, sont donc au nombre de 11, dont 7 femmes¹¹. Cela dit, les électeurs n'ont aucun moyen d'identifier les uns et les autres, sauf s'ils sont eux-mêmes très engagés dans des activités politiques. Aucune mention d'appartenance — ou de non appartenance — à une organisation politique n'est portée sur les documents distribués¹². Si celles et ceux que nous savons extérieurs aux organisations politiques (parce qu'ils nous ont été présentés comme tels) sont généralement qualifiés de « responsables d'associations », parfois de « militants associatifs », quand la seule mention n'est pas celle de leur profession, les *mêmes* termes sont utilisés pour caractériser les colistiers que nous savons membres d'un parti. Rien ne permet donc aux électeurs de découvrir que la « société civile » correspond à 1/5 des candidats de la liste de Robert.

Le même procédé se retrouve dans la liste adverse. Tous les colistiers sont présentés comme « militants associatifs », « responsables d'association », ou — bien plus fréquemment que sur l'autre liste — « membre du comité de quartier de... »¹³ ; cette qualification asso-

9. Il est important de rappeler que Pierre Albertini au début de l'année 2000 a perdu la présidence de la fédération U.D.F. de la Seine-Maritime contre la sénatrice Annick Bocandé. A la suite de cet échec, il a pris de la distance à l'égard de la fédération et s'est attaché à gérer ses soutiens politiques en dehors du parti.

10. Cette dernière identification fait problème, le parti des Verts ne reconnaissant pas les « écologistes de Robert » comme ses représentants. En effet, tout porte à croire que le candidat socialiste a cherché à créer un autre groupe écologiste pour contrer la décision des Verts ayant décidé de se présenter seuls au premier tour.

11. L'appel à des femmes pour représenter la société civile n'est pas sans rapport avec l'exigence de parité, qui eût été sans doute plus difficile à réaliser avec les seuls militants d'organisations politiques.

12. Ce qui n'est pas forcément le cas de candidats de gauche dans d'autres villes qui, comme à Toulouse avec François Simon, ont cru bon pour eux d'afficher les identités partisanes des colistiers qui composaient la gauche plurielle. Dans un entretien qu'il nous a accordé il s'est même justifié de ne pas utiliser le terme de « société civile », trouvant que « *c'est une aberration de présenter les choses ainsi alors que, forcément, tout le monde est issu de la "société civile" et pas moins les militants* ».

13. Une adroite dispersion des photos des candidats sur une carte stylisée de la ville suggère cependant, dans la liste d'Yvon Robert, que tous les quartiers sont bien représentés.

ciative revêt tant d'importance qu'un des colistiers a droit à la mention « membre de l'association des anciens élèves du lycée Corneille ». Le plus connu des dirigeants politiques locaux présent sur la liste (Bruno Devaux, responsable départemental du RPR) lui-même, a droit à la seule mention de sa profession (médecin au C.H.U. de Rouen) et de sa qualité de « président de la coordination de défense des contribuables rouennais ». Il est clair que cette dissimulation des attributs partisans de nombre de colistiers correspond ici à un souci de faire oublier les déchirements politiques de la droite avant que ne se soit imposée la candidature de Pierre Albertini.

La stratégie des deux adversaires est donc très comparable. Mais elle ne résulte pas des mêmes contraintes : si, chez Yvon Robert, elle aboutit à faire ignorer l'importance des négociations entre organisations de la gauche plurielle, et à renforcer l'extrême personnalisation de la liste (tout, dans sa profession de foi comme dans la présentation de son bilan et de ses engagements pour l'avenir, est ramené à sa volonté, à sa compétence, à sa capacité d'action personnelle et aux soutiens qu'il a reçus de la part des personnalités que compte la ville), elle semble plutôt correspondre chez Pierre Albertini à une volonté affichée d'ignorer les affrontements antérieurs et à celle qui consiste à transformer l'absence de soutiens manifestes en signe de modestie et de dévouement pour la cause municipale. Sa liste, dont la constitution a été guidée par le souci d'écartier tous les signes évidents de la politisation en rassemblant aux premières places des femmes et des hommes qui n'avaient pas eu d'engagement politique à Rouen et dont le discours spontané échappait complètement aux catégorisations du politique, apparaissait comme l'unique dispositif de campagne. Son directeur de campagne, qui était convaincu de la disproportion des moyens entre les deux candidats, nous a confié qu'ils avaient cherché d'une part à écartier les figures habituelles de la droite rouennaises, celles notamment qui représentaient l'ancienne garde de Jean Lecanuet¹⁴ et, d'autre part, à réunir des colistiers ayant suffisamment de temps pour faire une campagne de proximité. Leur principale activité a donc consisté à organiser de façon très minutieuse le porte à porte des colistiers qui avaient pour mission de quadriller tous les quartiers, de noter le nom des personnes visitées, la nature de leur accueil et, en cas d'absence, de laisser dans les boîtes aux lettres un courrier signé du tête de liste expliquant qu'il était venu à leur rencontre¹⁵. A

14. Il nous a d'ailleurs été précisé que les « réseaux Lecanuet » s'étaient dissous et n'avaient plus aucune efficacité électorale. Ce qui, compte tenu du fort renouvellement de la population et de la disparition de certaines figures emblématiques du « lecanuettisme », n'est pas improbable — même s'il ne nous a pas été possible de le vérifier.

15. Lors d'une réunion de préparation de la campagne, le candidat Pierre Albertini a reconnu qu'il fallait que les colistiers sachent aller de temps en temps au domicile de ceux dont on savait qu'ils étaient absents, ne serait-ce que parce que c'était le seul moyen de donner l'impression que le candidat s'était lui-même déplacé pour rencontrer les électeurs.

l'opposé du maire sortant qui à la mi-février avait clos ses réunions de quartier et se contentait de communiquer grâce à son journal de campagne la liste des soutiens qu'il avait reçus¹⁶, Pierre Albertini a consacré tout son temps à accompagner ses colistiers dans les secteurs de la ville dont on présumait que les habitants pouvaient être convaincus par son offre politique. Les principales réunions de campagne entre tous les membres de l'équipe du candidat U.D.F. étaient d'ailleurs consacrées à l'organisation du porte à porte, aux façons de rentrer chez les gens, de s'adresser à eux selon les rythmes de la semaine, et à la vérification du travail de terrain de chaque membre de la liste¹⁷. On serait tenté de dire que ces colistiers ont eu essentiellement pour mission celle qui est habituellement dévolue aux « militants de base ». On voit bien à travers les techniques de campagne qui ont été privilégiées par le centriste Pierre Albertini que parler de stratégie signifie, dans cette perspective, que les acteurs tentent d'ajuster une représentation du politique qu'ils croient dominante aux ressources spécifiques qu'ils peuvent mobiliser et aux contraintes qu'ils subissent. Dans ce cas précis, tout se passait comme si, finalement, cette stratégie de proximité était le fardeau du candidat le plus étranger aux réseaux ou soutiens sociaux nécessaires pour s'imposer à l'élection municipale.

III - L'ILLUSION BIEN PARTAGÉE DU POIDS DES RESSOURCES POLITIQUES

Comme on l'a vu, le maire sortant pouvait faire état de cette capacité à mobiliser de multiples réseaux, et ses colistiers aussi bien que ses adversaires le créditaient de cette capacité¹⁸. C'était notamment le cas des « milieux catholiques », des organisations patronales, des « réseaux franc-maçons », et des « groupes branchés » de la bourgeoisie intellectuelle de Rouen. Yvon Robert dans l'entretien qu'il nous a accordé, insiste ainsi à plusieurs reprises sur la « qualité » des relations qu'il entretient avec la Chambre de Commerce et d'Industrie, avec les organisations patronales locales, avec les associations de commerçants qui lui sont reconnaissantes de son action

16. Il faut noter que les colistiers d'Yvon Robert ont en général très peu participé à la campagne de terrain et notamment aux porte à porte que seuls les militants dits de « base » effectuaient. Convaincus de l'importance de leur statut social, certains ont reconnu que ces modes de faire violaient de fait leur image sociale.

17. Quand nous avons demandé au directeur de campagne de Pierre Albertini si la faiblesse des ressources personnelles des colistiers ne constituait pas un lourd handicap, celui-ci nous avait confié qu'il lui paraissait plus simple malgré tout de gérer une liste comme celle-là plutôt que d'avoir à diriger une campagne avec des individus socialement plus réputés : « *Au moins, ajouta-t-il, quand on leur demande quelque chose, le travail est fait et bien fait. Et pour le porte à porte c'est très efficace. Notre seule chance, c'est de réunir un électoralat de droite traditionnel qui votera forcément pour nous et 1000 votants indécis que notre présence physique aura convaincus* ».

18. Son rôle au sein du cabinet de Laurent Fabius laissait également penser qu'il pouvait appartenir à un type d'homme politique particulièrement habile et susceptible de maîtriser de nombreuses ressources politiques.

pour la rénovation des façades du Vieux-Rouen. Il souligne que ses décisions en matière de politique culturelle lui valent les faveurs de tous ceux qui apprécient l'innovation, même s'il est lui-même, par goût personnel, « plutôt Bach et Mozart ». Il affiche, on l'a dit, son appartenance au catholicisme « de gauche », et il ne fait pas mystère de ceux qui, parmi ses colistiers, appartiennent à la Franc-Maçonnerie. Aucun de ses adversaires ne met en doute, dans les entretiens, l'étendue des réseaux dont le maire est ainsi en mesure de bénéficier ; mieux, certains déplorent que le patronat se soit « rangé » derrière Yvon Robert et n'accorde à Pierre Albertini qu'une attention distante, regrettent que les commerçants se soient « laissés séduire » par des mesures mineures et que le milieu sportif soutienne publiquement le maire en place qui leur a promis de monter un grand club omnisports. Une question surgit alors : cette représentation largement partagée de la capacité du maire sortant à mobiliser à son profit des réseaux aussi variés qu'étendus est-elle une illusion mal fondée ? Ou fait-on erreur lorsque l'on prête à ces réseaux une influence importante sur les choix électoraux ? C'est la deuxième réponse qui nous semble la plus pertinente. Nous voudrions nous arrêter sur quatre exemples pour le démontrer.

Le groupe des **catholiques** de Rouen est, comme ailleurs, politiquement divisé — pour des raisons qui ne sont pas sans rapport avec les différentes conceptions du rôle de l'Église et des chrétiens entre lesquelles les pratiquants se répartissent, en des proportions qui varient selon les quartiers, les catégories sociales, les modes de socialisation, et les engagements religieux. De surcroît, les prêtres se croient tenus de « respecter » toutes les opinions en matière politique, voire de dissimuler soigneusement leurs préférences que seule une observation attentive de leurs comportements et de leurs propos permet de déceler. La proportion des fidèles qui sont en mesure de recevoir leurs confidences en la matière est infime : animateurs de mouvements spécialisés ou confrères en sacerdoce... une poignée d'individus, peu portés en général à aborder publiquement ces questions. A quoi il convient d'ajouter que les clivages profonds qui traversent le groupe des catholiques ne sont plus, comme naguère, explicitement politiques. La « stratégie » des rédacteurs du bulletin catholique de Rouen, distribué dans les paroisses, est à cet égard exemplaire. Dans le numéro publié en février 2001, 3 pages de *Rouen-Forum* sur 16 sont consacrées aux élections municipales — alors que le titre principal du sommaire (en première page) est « Municipales Rouen 2001 ». L'éditorial rappelle le devoir de voter, et celui de « s'intéresser » à la vie civique. Le dossier « élections » est précédé d'une introduction qui incite à se détourner des « affaires », des « questions politiciennes » et des « aspects les plus partisans » de la vie politique, pour retrouver le sens de la « politique au sens le plus noble du terme » — à la fois « projet de société », « service de tous » et promotion d'un « bien commun ».

Suivent trois entretiens, avec un professeur des Universités sur le sens de l'engagement politique, et avec deux porte-parole des listes Yvon Robert (une militante du parti socialiste) et Pierre Albertini (son directeur de campagne). Voilà précisément ce qu'un catholique pratiquant peut découvrir de la campagne électorale s'il consent à lire *Rouen-Forum*. Quant à penser que des consignes discrètes circulent parmi les militants catholiques, c'est oublier à la fois ce que sont ces militants (et leur refus de recevoir des « consignes politiques ») et ce qu'est la préoccupation majeure de leurs prêtres (ne pas entretenir de clivages « partisans » dans le rang des fidèles). Tout au plus concèdera-t-on que des rumeurs se propagent dans les mouvements et coteries catholiques : mais quel est l'effet de celle qui rappelle avec insistance qu'Yvon Robert comme Pierre Albertini sont des chrétiens assidus ? L'usage du terme de réseaux peut ici faire ignorer ce qui caractérise précisément le groupe des catholiques : des relations privilégiant un consensus sur la « vocation » (religieuse, sociale) des chrétiens, une méfiance entretenue à l'égard d'oppositions « artificielles » et nocives — en tout cas non essentielles — entre courants politiques et partis, une extrême prudence du clergé sur toute question susceptible de raviver les antagonismes des années 60, et l'incapacité des prêtres à intervenir efficacement dans des domaines tels que les pratiques sexuelles, les choix politiques et les méthodes d'éducation. Que l'évêque de Rouen, tel curé de paroisse, ou tel militant socialiste chrétien — et connu comme tel — aient de bonnes relations avec un homme politique, soient de ses familiers ou s'engagent sur sa liste, voilà qui ne change rien à l'affaire : si « réseau »¹⁹ il y a (ce qui peut, en toute rigueur, être discuté), rien ne permet de lui attribuer une efficacité électorale, rien ne permet de penser en définitive que la préférence électorale exprimée dépende de l'appartenance au groupe. Une analyse comparée des deux principales listes en compétition montre par ailleurs que s'il y a des catholiques pratiquants de part et d'autre²⁰, la manière de conjuguer l'engagement politique et l'engagement religieux n'est pas du tout la même. Si à gauche il y a eu des usages répétés du label « catholique de gauche », il n'a jamais été question, à droite, de mettre en avant son identité de chrétien, au contraire, c'est quelque chose qui manque de correction lorsque l'on s'engage en politique. Peut-être faut-il alors comprendre le recours à l'image de catholique dans les rangs d'Yvon Robert comme l'effet d'un type de militance qui, parmi les chrétiens de gauche, incline à rendre public et poser comme enjeu le mélange assumé du politique et du religieux.

19. Il n'est pas sûr que la difficulté serait levée si l'on remplaçait ici « réseau » par « milieu ». Cela mériterait en tout cas une large discussion. Sur ce point voir Sawicki, (1988).

20. Globalement, les colistiers d'obédience catholique des deux listes sont des pratiquants très investis dans leurs paroisses (animation de la chorale, participation à des groupes liturgiques, encadrement de jeunes, catéchèse...).

Pour d'autres raisons, on peut s'interroger également sur la croyance en l'efficacité électorale d'un affichage des bons rapports qu'entretiennent le maire sortant et des personnalités connues pour leur appartenance à la **Franc-Maçonnerie**²¹. Concevoir la Franc-Maçonnerie comme un « réseau » influent, ayant des représentants dans une grande variété de milieux sociaux, et croire que la présence sur une liste de membres de cette organisation est susceptible d'attirer les voix d'électeurs anticléricaux ou laïques militants, voilà qui semble aller de soi. Force est de constater qu'on s'expose alors à ignorer — ou à oublier pour l'occasion — la grande diversité des choix politiques au sein du Grand Orient de France (la seule considération des orientations politiques affichées des Grands Maîtres devrait pourtant inciter à s'en souvenir). A ignorer aussi que la Franc-Maçonnerie est relativement bien implantée dans certaines branches professionnelles, et quasiment absente d'autres : les jeunes instituteurs sont-ils aussi portés à rejoindre les rangs des Francs-Maçons que leurs aînés issus des Ecoles Normales primaires, et qu'en est-il des professeurs de lycée compte tenu des voies de leur recrutement dans les années 70 ou 80 ? Prêter à cette organisation la capacité de mobiliser des voix, n'est-ce pas confondre diverses formes de l'influence ? Jean-Robert Ragache, s'interrogeant sur sa présence sur la liste d'Yvon Robert, ne dissimule — et ne se dissimule — sans doute rien, lorsqu'il s'exprime ainsi : « *En 1995, c'est Yvon Robert qui est venu me chercher. Pourquoi ? Je n'en sais rien. Pour ce que je représentais ? Je ne représente rien. La Franc-Maçonnerie ? La Franc-Maçonnerie, ce n'est pas une organisation qu'on peut mobiliser... Il y a des gens de tout bord, des RPR aux socialistes... enfin presque... il y a peu de communistes* ». Telle est sans doute la force des croyances, entretenues par les médias et par la rumeur, que la présence d'un Franc-Maçon aussi éminent a pourtant pu faire penser qu'il constituait une ressource importante pour le maire sortant, et que le maire sortant lui-même l'a sans doute cru, ne serait-ce qu'en 1995.

Il faudrait avoir une connaissance bien plus approfondie que celle que nous avons pu acquérir des organisations patronales à Rouen pour pouvoir se faire une idée relativement précise de ce que les acteurs ont appelé parfois « **réseaux patronaux** » ou « milieux économiques ». On peut faire l'hypothèse qu'il ne s'agit pas d'abord, ni principalement, de la Chambre de Commerce et d'Industrie, des syndicats du MEDEF, ou de toute autre institution ayant pignon sur rue. Ces institutions ne peuvent généralement pas faire état officiellement de leurs préférences politiques — à supposer qu'elles en aient collectivement — lorsque les candidats en présence sont l'un et l'autre fréquentables, et l'un et l'autre susceptibles de

21. Ce qui est notamment le cas de Jean-Robert Ragache, adjoint sortant, ancien Grand-Maître du Grand Orient de France, et bien identifié comme tel par de nombreuses personnes interrogées.

devenir demain leur interlocuteur officiel. Un conseiller municipal sortant évoquait en ce sens les trois premières années du mandat d'Yvon Robert, lorsque les organisations patronales affichaient leur méfiance à l'égard d'une municipalité socialiste suspecte à leurs yeux de vouloir les ignorer et d'envisager des mesures qui nuiraient « à la boutique », et il soulignait que le « ralliement » des commerçants et du patronat s'est produit lorsque le maire a pris des « initiatives positives » (dont le ravalement des façades dans les rues commerçantes). Dès lors, les rapports ont été bons, « d'autant que le maire a eu des relations personnelles cordiales avec certains patrons ». Aussi ce conseiller se félicite-t-il que le patronat ne prenne pas position contre Yvon Robert, et qu'il « laisse dire » que la réélection du maire sortant ne serait pas une mauvaise chose. On admettra aisément que cette position prudente des organisations patronales ne constitue pas un « signe fort » adressé aux électeurs. Aussi est-ce sans doute d'autre chose qu'il est question lorsque nos interlocuteurs parlent de « réseau » ou de « milieu patronal ». Autre chose que nous n'avons pas pu mesurer, évidemment, dans le cadre d'une recherche brève : relations interpersonnelles et camaraderies de clubs, réceptions privées et rencontres habituelles, fréquentations sportives ou culturelles, bref ce type de réseaux d'interconnaissance où se diffusent des appréciations, des plaisanteries sur les candidats, des craintes et des « secrets ». Ce serait, nous semble-t-il, avoir une vision assez naïve de ces réseaux que de leur attribuer une importance décisive dans les choix électoraux — surtout sur des individus qui, par définition, en sont exclus et constituent l'immense majorité du corps électoral²². Le propos eût été différent si, pour quelque raison que ce soit, un des candidats avait pu être « diabolisé », présenté (et perçu) comme un danger pour le patronat, et qu'on lui ait attribué des intentions contraires aux intérêts des entrepreneurs locaux ; ce n'est évidemment pas le cas. Il est donc hautement probable que les réseaux d'interconnaissance et le réseau des organisations patronales, n'ont, pas plus l'un que les autres, constitué un soutien effectif du maire sortant — ni d'ailleurs de son rival. Leur existence relève simplement ici de l'institutionnalisation de rapports de collaboration entre les chefs d'entreprise et les élus locaux, du moins quand ceux-ci n'apparaissent pas susceptibles de leur porter tort. Il est cependant intéressant de noter que la seule fréquentation habituelle par un élu de quelques « figures en vue » du patronat peut être perçue et présentée par cet élu comme le signe d'un soutien prévisible du milieu patronal. Une chose est de dire que le patronat joue un rôle non négligeable dans la légitimation de l'élu, une autre est d'attribuer hâtivement à ces réseaux mobilisés une grande capacité d'influence sur les choix électoraux.

22. Peut-être faudrait-il, cependant, mesurer les effets des choix patronaux sur les salariés dans les petites entreprises et les commerces du centre ville. Ce travail n'était pas envisageable dans le cadre de notre étude.

Enfin, tout porte à croire que les acteurs de la compétition politique comme les observateurs de ce jeu, ont cédé à une analyse trop commune des dispositifs mis en place par les candidats et plus précisément des **systèmes partisans** dont chacun a tenté de tirer profit. On a sûrement surestimé la capacité du candidat socialiste qui pouvait se prévaloir du poids et de l'efficacité électorale du parti socialiste et de ses alliés (Parti communiste, Mouvement des Citoyens, Radicaux de Gauche et Union des Ecologistes). L'idée habituelle est de considérer que ces organisations politiques, *a priori*, vont non seulement activer plusieurs réseaux à l'approche des élections, comme ceux du syndicalisme enseignant ou hospitalier, mais aussi vont couvrir, grâce aux militants, l'ensemble du territoire pour diffuser les documents de campagne et la bonne parole. Or, une analyse plus attentive, qui n'a pu avoir lieu qu'après l'élection, a montré qu'Yvon Robert, en plus de se mettre à dos les Verts malgré un accord de second tour²³, n'avait pas fait l'unanimité, loin s'en faut, au sein du Parti socialiste. La fédération, contrôlée par Laurent Fabius, redoutait en effet de le voir à la tête de la communauté d'agglomération en cas de réélection, et la section socialiste de Rouen était partagée depuis la création, en mars 2000, de l'association « Rouen-Solidarité-Environnement » par deux anciens cadres socialistes dont Jean-Michel Bérégovoy. Enfin, il est important de souligner que les leaders Verts, dont plusieurs avaient été membres du parti socialiste et dont certains sont les filles et les fils de responsables de la section du Parti socialiste, n'ont cessé de rappeler tout le danger qu'Yvon Robert faisait courir à sa section rouennaise en matière de dérive droitiste et notabiliaire. A l'opposé, il était très tentant d'analyser l'armature partisane de Pierre Albertini comme quelque chose d'inopérant, à l'image d'une droite dont on s'est habitué à dire qu'elle est en crise et en perpétuelle diffraction. Ce discours peut certes avoir du sens si l'on se hasarde à saisir la droite avec les mêmes notions que celles que l'on utilise pour comprendre le système partisan de la gauche plurielle. La droite rouennaise, qui a effectivement connu des déchirements jusqu'à l'officialisation de la candidature de Pierre Albertini, n'a pas fonctionné de façon si différente qu'ailleurs. Les combats antérieurs à la campagne ont été les conséquences logiques des coups que chaque petit leader disposant d'un capital relationnel suffisant fut en droit de porter jusqu'à l'investiture finale. Ces actes de candidature apparemment dispersés révèlent toute la souplesse de ces organisations qui impliquent en fait très peu de supporters dans ce genre d'affrontements. S'il y a bien eu des règlements de compte entre Jean-Louis Bourlanges, Patrick Herr, Pierre Albertini, la présidente de la fédération U.D.F. de Seine-Maritime et les responsables locaux du R.P.R., ces derniers,

23. Cet accord qu'il a signé contredisait les déclarations qu'il avait faites un mois auparavant où il déclarait qu'il n'y aurait en aucune façon de fusion avec les Verts — dont il déniait la qualité d'écologistes entre les deux tours. L'accord qui a eu lieu *in extremis* mentionnait également tous les points de désaccord entre lui et les Verts.

nous l'avons vérifié, n'ont absolument pas contribué à dissuader leurs réseaux associatifs de soutenir le candidat finalement désigné. Nous avons eu sans aucun doute tendance à analyser les conflits partisans dont furent tributaires l'un et l'autre des candidats comme si ces luttes avaient la même intensité, les mêmes causes et surtout les mêmes effets politiques et électoraux.

CONCLUSION

Les élections municipales à Rouen nous ont ainsi invités à revoir sérieusement nos façons d'employer des notions dont l'usage routinier a fini par faire oublier qu'elles sont davantage des principes d'évitement d'erreurs et des questions de recherche que seule l'analyse empirique permet d'affiner. L'enjeu électoral et l'analyse de ses résultats quantifiables après le comptage des suffrages exprimés imposent en effet au chercheur des exigences théoriques supplémentaires qu'il ne rencontre pas en dehors de ces moments politiques spécifiques. Dans ce cas précis, il est confronté aux démentis statistiques éventuels qu'une élection peut apporter aux présupposés contenus dans des notions telles que celles de « réseaux », « milieu » ou « ressources ». Si Yvon Robert avait remporté les élections municipales à Rouen, nous aurions sans doute, de façon téléologique, confirmé ce que la plupart des acteurs avaient admis en lui prêtant des soutiens et des réseaux qui, finalement, s'ils ont existé, n'ont pas eu l'efficacité électorale escomptée. Au-delà, c'est à réfléchir sur les usages sociologiques du terme « réseaux » que l'observation de cette campagne électorale nous invite. Les acteurs politiques parlent de « réseaux » pour désigner des formes de rapports privilégiés avec des personnalités auxquelles ils prêtent, souvent sur la foi d'indices ténus, de l'influence dans certains groupes de population. Exhiber de telles relations, les entretenir, c'est à la fois se rassurer (« je dispose de solides appuis ») et tenter de décourager les adversaires ; c'est parfois simplement limiter les risques d'oppositions manifestes ; c'est de surcroît « se donner de l'air » par rapport aux exigences des militants et des responsables politiques. En toute rigueur, le chercheur ne peut pas se contenter, comme nous avons été souvent tentés de le faire, de reprendre à son compte cette conception des réseaux, surtout quand il s'interroge sur leur efficacité en période électorale. Si les réseaux qu'il veut appréhender sont des chaînes de relations mobilisables dans les conflits et la concurrence politique, la question qu'on doit se poser est celle des conditions de félicité de leur mobilisation. Celle-ci ne peut aboutir en effet que si les agents concernés ont des intérêts individuels ou collectifs à s'investir fortement dans la campagne électorale, partagent une croyance commune en l'importance de l'enjeu et en la valeur du candidat, sont prêts à accepter que leurs activités soient politiquement orientées (ne fût-ce que temporairement). La **politisation des réseaux** —

pour employer un terme qui appellerait d'autres développements — suppose une acceptation, une complicité, ou, mieux, un engagement réel des individus concernés ; et pas seulement cette forme de soutien distant et mesuré que sont prêts à consentir des personnalités et des responsables d'associations « en bons termes » avec un élu. C'est donc à mesurer la force des intérêts et des croyances des groupes et des individus « mis en réseau » qu'il convient de s'attacher.

ANNEXES

Sondage pré-électoral

Le sondage publié par le journal *Le Point* et réalisé par l'institut IPSOS-VIZZAVI, le 26 janvier 2001, a pu avoir pour effet de renforcer la croyance d'Yvon Robert et de ses collaborateurs en la probabilité d'une victoire relativement « facile ». Au 1er tour, la liste Robert est créditée de 38% des intentions de vote (contre 35% pour la liste Albertini), mais avec des « réserves de voix » pour le 2nd tour : 10% d'intentions pour la liste des Verts, et 6% pour l'extrême gauche. Mais nous avons pu constater que l'équipe de campagne de P. Albertini pouvait trouver dans ces sondages des raisons d'espérer : les difficultés de report des voix « écologistes » sur la liste adverse étaient anticipées — sans perspicacité exceptionnelle, compte tenu de la violence du conflit qui opposait Y. Robert (et « ses écologistes ») aux instances locales du parti des Verts. Le porte-parole régional des Verts admettait lui-même qu'une partie des électeurs qui choisiraient la liste Grima se reporteraient sans doute au 2nd tour sur la liste Albertini, par préférence politique ou par rancœur à l'égard de l'intransigeance du maire sortant. La bonne percée électorale des Verts depuis quelques années et notamment le score non négligeable de la liste Cohn-Bendit aux élections européennes (14%) où la tête de liste écologiste a obtenu dans un des quartiers 30% des voix, ne pouvait signifier que ce potentiel électoral appartenait tout entier aux recompositions de la gauche locale. Paradoxalement, ce sondage a donc surtout renforcé chacun des deux « grands candidats » dans l'idée que sa stratégie était la bonne. Il ne semble pas en tout cas que la conduite de la campagne en ait été affectée, ni d'un côté ni de l'autre.

Tableau 1 : les intentions de vote au 2nd tour en faveur des deux principaux candidats par CSP, en %age.

Catégories socioprofessionnelles	Intentions vote liste Y. Robert	Intentions vote liste P. Albertini	Ne se prononce pas
artisans et commerçants chefs d'entreprises et cadres supérieurs	29,2	33,7	37,1
professions intermédiaires	50,6	34,1	15,3
employés	54,5	28,8	16,7
ouvriers	37,3	42,1	20,6
retraités	54,6	25,6	19,8
inactifs	29,3	34,5	16,2
	50,5	34,8	14,7

N.B. : Sondage IPSOS-VIZZAVI réalisé le 25 janvier auprès de 602 personnes représentatives de la population rouennaise. Seules 301 étaient alors certaines d'aller voter.

Le résultat des élections

Au premier tour, contrairement à ce qu'annonçaient les sondages, la liste de P. Albertini a réalisé un score très légèrement supérieur à celui de la liste d'Y. Robert. Cette courte avance de 213 voix qui n'avait alors que la valeur d'un symbole ne semblait pas pouvoir modifier le rapport de force électoral. D'une part, Yvon Robert améliorerait son score de 3 points par rapport à 1995 et, d'autre part, il pouvait profiter théoriquement d'un réservoir de voix plus important sur sa gauche et son extrême gauche. En effet, les Verts, en confirmant leur implantation sur la ville avec un résultat de 10,4% (3 106 voix) et l'extrême gauche, avec 5,3% (1600 voix)²⁴, constituaient un potentiel électoral dont ne pouvait se prévaloir Pierre Albertini, condamné *a priori* à se contenter d'un bon report de la liste « villiériste » ayant réalisé au premier tour 3,2% (949 voix) ainsi que de celles de l'extrême droite ayant obtenu globalement 7,8% (2343 voix). L'analyse des résultats par bureau de vote permet de dire que la liste d'Y. Robert a fait ses meilleurs scores dans les quartiers où se concentrent les couches populaires habitant dans les grands ensembles ainsi qu'au sein des couches moyennes de la population rouennaise. À l'opposé, P. Albertini fait le plein dans le centre ville et dans les quartiers aisés des coteaux nord.

Le second tour est beaucoup plus intéressant pour qui veut commencer à appréhender le rapport entre les forces sociales dont se prévalent les élus lors de la campagne et les résultats effectifs après le dépouillement. Pierre Albertini, au-delà de toutes ses espérances, a vu son score progresser dans les bureaux de vote du centre ville, dans les quartiers nord et dans les quartiers est qui avaient accordé de nombreuses voix à la liste écologiste²⁵. L'augmentation de la participation a surtout profité au candidat de la droite alors que la forte volatilité abstention/participation entre les deux tours a porté préjudice au candidat socialiste qui a connu des pertes du fait du non report et de l'abstention au second tour des électeurs d'extrême gauche et écologistes. Yvon Robert n'a connu de progression — modérée — que dans quelques quartiers populaires ayant profité de vastes projets de rénovation et de concertation urbaine. Finalement, celui qui se croyait soutenu par une multitude de personnalités influentes à Rouen n'a eu que le soutien de certains milieux populaires.

24. On peut y ajouter la liste « Action Infirmières » qui a réalisé 2,6% des s.e. (873 voix) et qui à travers la défense du service public a pu apparaître comme plutôt proche des thèses du candidat de la gauche plurielle.

25. Cette analyse est confirmée et étayée par l'étude de Bussi & Girault, 2002.

Tableau 2 : Les forces politiques à Rouen aux élections municipales de 1995 et 2001 au 1er tour en %

	Municipales 1995	Municipales 1997
Union de la Gauche	31,1	34,8
Verts	7,2	10,4
Extrême gauche	3,2	5,3
"Action infirmières"		2,9
Total	41,5	53,4
Union de la droite	28,6	35,6
Divers droite	15,3	3,2
Total	43,9	38,8
Front national	13,6	4,0
M.N.R.		3,8
Total	13,6	7,8

BIBLIOGRAPHIE

Bourdieu, P. (2001) *Science de la science et réflexivité*, Paris : Raisons d'agir Editions.

Bussi, M. & Girault, F. (2002) Le Havre. Autopsie du communisme municipal dans B. Dolez & A. Laurent, *Le vote des villes*, Paris : Presses de Sciences Po.

Sawicki, F. (1988) *Les réseaux du parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris : Belin.